



Marie-Anne CHAPDELAINÉ

Députée d'Ille-et-Vilaine

N° 89

Infos Thématiques

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE LA GAUCHE ET LE POUVOIR

Le président de la République participait ce mardi à un colloque sur « La gauche et le pouvoir ».

1/ L'œuvre transformatrice de la gauche au pouvoir est impressionnante, et d'ailleurs pas aussi discutée qu'il n'y paraît : ce qui a été fait n'a jamais été défait. Pourtant, jamais la gauche n'a été appelée à la direction du pays sans qu'il ait été saisi de grandes difficultés : ce n'est jamais parce que la gauche est au pouvoir que c'est difficile, mais parce que c'est difficile que la gauche est au pouvoir. La continuité de l'histoire de la gauche de gouvernement, c'est de ne pas fuir devant l'adversité, c'est de relever les défis. Et elle les relève, en répondant à l'exigence qui s'appelle le progrès, avec toujours 4 grands objectifs : élargir la démocratie, assurer la justice, porter l'égalité en donnant la priorité à l'école, et assurer la modernisation du pays. On se souvenait que la République était belle sous l'Empire. La gauche est souvent belle, ravissante même, sous la droite.

2/ La gauche, depuis 2012, s'inscrit dans cette histoire. Nous avons modernisé le pays, en redressant l'économie, en rééquilibrant les comptes, en refondant l'école, en engageant la transition énergétique de la France, en faisant droit aux nouvelles formes d'économie, en réformant l'organisation de nos territoires. Nous avons en parallèle créé des droits nouveaux, des droits en plus, des droits pour vivre mieux : dans quel pays d'Europe, y a-t-il eu autant de progrès en 4 ans ? Nous n'avons renoncé ni à la réforme fiscale ni à la maîtrise de la finance, nous avons renforcé notre modèle social et agit pour la jeunesse. Nous avons aussi œuvré à protéger les Français. Ce que nous construisons, c'est un nouveau compromis, dynamique et juste. Le compromis n'est pas un entre deux, un médiocre point moyen, c'est tout l'inverse: c'est tenir son axe avec ténacité, suivre son cap avec solidité, convaincre avec sincérité.

LA GAUCHE DANS L'HISTOIRE, JUSQU'AUJOURD'HUI

Depuis que la gauche a accédé aux responsabilités, « son œuvre transformatrice est impressionnante », « et d'ailleurs pas aussi discutée qu'il n'y paraît ». « Ce qui a été fait n'a jamais été défait ».

« Jamais la gauche n'a été appelée à la direction du pays sans qu'il ait été saisi de grandes difficultés intérieures ou extérieures, parfois les deux. La gauche n'a jamais accédé au pouvoir par une mer de tranquillité sous un ciel de sérénité. C'est parce que la nation vit des épreuves qu'elle y arrive et aussi parce que face aux épreuves, les autres n'y arrivent pas » :

- « C'est dans une France plongée dans la crise économique que se constitue le Front populaire. A l'extérieur, le nazisme et le fascisme ont commencé la marche vers la guerre » ;

- « Si en 1981, la France choisit l'alternance en portant François Mitterrand à la Présidence de la République c'est parce qu'elle est profondément marquée par les deux chocs pétroliers qui ont dégradé sa balance commerciale, provoqué une hausse continue du chômage et porté l'inflation à plus de 14 % » ;

- « Plus près de nous, j'ai à l'esprit la situation économique et budgétaire de 1997. Avec un déficit loin du seuil requis pour être au rendez-vous de la monnaie unique, le gouvernement d'alors avait élaboré un plan d'austérité en vue de sa mise en oeuvre, et suggéré de dissoudre l'Assemblée nationale. C'est ainsi que la gauche autour de Lionel Jospin parvint aux responsabilités un an plus tard ».

« Aussi ce n'est jamais parce que la gauche est au pouvoir que c'est difficile, mais parce que c'est difficile que la gauche est au pouvoir ». « La continuité de l'histoire de la gauche de gouvernement », c'est de « ne pas fuir devant l'adversité ». « Relever les défis, c'est l'honneur d'un gouvernement. Tenter de réussir là où d'autres ont jusque-là échoué. Tenir bon au point que les réformes combattues lors de leur mise en œuvre deviennent le plus souvent celles du pays tout entier quelques années plus tard. C'est ainsi que l'on reconnaît les grandes lois de la République ».

« Au pouvoir, il y a une exigence qui s'appelle le progrès ». « Le progrès, c'est une volonté, une résolution et c'est une patience ». « Gouverner, c'est agir ». La gauche au pouvoir « s'est toujours fixée quatre grands objectifs » :

- « **Elargir la démocratie** » :

- **La démocratie politique** avec la parité, le non-cumul des mandats, la transparence et l'indépendance de la justice. La démocratie locale avec la décentralisation. Ce furent les lois de 1982 complétées par celles de 1988. Et depuis 2012, la réforme territoriale ;
- **La démocratie sociale** : les conventions collectives en 1936. Le paritarisme dans la gestion des régimes sociaux en 1945. Les lois Auroux en 1982. Dans le même mouvement depuis 2012, le Parlement a transcrit plusieurs accords nationaux interprofessionnels et modernisé le dialogue social. Et le projet de loi El Khomri vise à donner encore une plus large place dans les accords d'entreprises.

- « **Assurer la justice** » :

- **Justice fiscale** : de l'impôt sur le revenu à l'ISF. En passant par la création de la CSG pour le financement de la sécurité sociale. Et aujourd'hui l'imposition des revenus du capital comme ceux du travail ;
- **Justice sociale** avec des avancées pour les plus modestes et la construction pièce par pièce d'un Etat social.
- **Justice territoriale**, notamment avec la politique de la ville.

- **Porter « l'égalité » et donner la priorité à « l'Ecole de la République » : « le combat de 1936 c'était l'école pour tous, celui de 2016, c'est la réussite pour tous ».** « A chaque étape, ce sont des gouvernements de gauche qui ont démocratisé, rénové, créé des postes, revalorisé les enseignants ». « Avec l'exigence de la laïcité. Dans chaque établissement scolaire, désormais la Charte de la laïcité rappelle ses principes. Et un enseignement civique obligatoire est désormais dispensé ».

- **Assurer la modernisation du pays. « La gauche ne s'est jamais dérobée devant cette exigence ».** « C'est elle qui au début des années 80 a engagé les restructurations industrielles avec Pierre Mauroy. Fait le choix de l'Europe monétaire avec Jacques Delors et qui a vaincu l'inflation dans les années 90 avec Pierre Bérégovoy. Rétabli les comptes publics et sociaux avec Lionel Jospin ».

Mais au-delà, ce que la gauche « découvre à chaque période où elle est amenée à servir son pays, c'est que l'histoire est tragique » :

- « Elle répugne à s'y préparer car elle rêve d'un monde d'harmonie, de concorde et de paix ». « Mais elle doit « affronter l'imprévisible comme l'effroyable » ;

- « Elle doit avoir le courage d'accomplir sa mission sans trembler et d'utiliser la force pour préserver la paix mais d'agir pour la liberté avec les armes du droit » ;

- « Elle sait que si elle se dérobe, c'est arrivé en 1936 face à la guerre d'Espagne, ou si elle se perd, ça s'est produit en 1956 avec la guerre d'Algérie, elle est alors pour longtemps plongée dans le remords, bien plus que dans le regret ».

« Pour beaucoup, la gauche n'est jamais aussi belle que lorsqu'elle se conjugue au passé ». « On se souvient que la République était belle sous l'Empire. La gauche est souvent belle, ravissante même, sous la droite ». « On mythifie le temps venu ses avancées sans penser à les revendiquer et à les valoriser quand il en est encore possible de les poursuivre dans la durée ». « Curieux comportement, d'être toujours dans une forme de nostalgie par rapport à l'histoire, et jamais dans une forme de conquête » (PR, 03/05/16).

LA GAUCHE DEPUIS 2012

Nous avons « redressé avant de redistribuer ».

Nous avons modernisé le pays. C'est-à-dire :

- **Redresser l'économie.** Nous en recueillons aujourd'hui les premiers fruits : la croissance revient, la consommation repart, l'investissement redémarre, les constructions de logements aussi, l'économie crée de nouveau des emplois. Le mérite en revient aux Français et aux efforts qu'ils ont accomplis ;
- **Rééquilibrer les comptes.** Le déficit public se situera en dessous de 3% l'année prochaine. Nous l'avons fait en maîtrisant la dépense sans jamais renoncer à nos priorités.
- **Refonder l'école.** Son budget est le premier de l'Etat. 60 000 postes seront effectivement créés d'ici la fin du quinquennat.
- **Engager la transition énergétique en France** et entraîner le monde dans la lutte contre le réchauffement climatique. Avec l'accord de Paris sur le climat, la loi de transition énergétique, celle sur la biodiversité.
- **Faire droit aux nouvelles formes d'économie**, numérique, collaborative, sociale et solidaire. Pour elles, nous avons voulu des investissements, des financements, mieux encore : une reconnaissance.
- **Réformer l'organisation de nos territoires** : 13 régions (au lieu de 22), des métropoles à taille européenne, le Grand Paris, l'intercommunalité renforcée dans le respect des communes. C'est la redéfinition de la politique de la ville pour concentrer les moyens vers les quartiers les plus pauvres et assurer l'égalité dans l'accès aux services sur nos territoires ruraux.

Nous avons en parallèle créé « des droits nouveaux, des droits en plus, des droits pour vivre mieux ». Droit au mariage pour les couples de même sexe. Droit à une fin de vie digne et apaisée. Droit à l'oubli pour les personnes atteintes d'une maladie grave. Droit à la protection de ses données personnelles sur Internet. Droit à l'IVG entièrement anonyme et gratuit. Droit pour les consommateurs avec les actions de groupe. Droit individuel à la formation, droits rechargeables à l'assurance-chômage, et bientôt compte personnel d'activité.

« Dans quel pays d'Europe, y a-t-il eu autant de progrès en 4 ans ? Dans quel pays d'Europe la protection sociale a été élargie ? Je ne dis pas qu'en France on vit mieux qu'ailleurs, il y a encore beaucoup à faire. Je dis que nous ne pouvons pas laisser la complainte, d'une partie de la gauche, que laisserait penser que rien n'a été fait. Nous avons permis à des générations nouvelles, d'espérer vivre mieux ».

« Avons-nous à aucun moment renoncé à la réforme fiscale ? » Les revenus du capital ont été taxés comme les revenus du travail, une tranche nouvelle d'imposition pour les plus hauts revenus, les niches fiscales ont été plafonnées et le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu a été engagé. Des baisses d'impôts depuis 2014 ont concerné 12 millions de contribuables et la prime d'activité touche près de 3 millions de Français.

« Avons-nous renoncé à maîtriser la finance ? » La France a agi pour introduire l'Union bancaire. Les dépôts des épargnants sont désormais protégés en cas de nouvelle crise financière, et les banques ont été mises à contribution. La France a voté une loi de séparation, dans les établissements financiers, des activités spéculatives et des activités de dépôt et plafonné les rémunérations variables. Partout, au G20, au sein de l'OCDE, en Europe, notre pays est à l'initiative dans la lutte contre la fraude fiscale. Nous avons agi pour imposer l'échange automatique d'informations entre les administrations fiscales et faire reculer le secret bancaire. Et demain, nous irons encore plus loin.

« Notre modèle social a-t-il été entamé ? » Il été bien plus que préservé – aucun droit n'a été amoindri, aucune protection affaiblie. Il a été élargi. Un demi-million de travailleurs sont partis en retraite à 60 ans au titre des carrières longues. La pénibilité est dorénavant prise en compte dans le calcul des droits à pension. La complémentaire-santé, le tiers-payant, la garantie contre les impayés de pension alimentaire vont se généraliser. Les minima sociaux, les prestations familiales, l'allocation de rentrée scolaire pour les élèves et l'allocation personnalisée d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, ont vu leur pouvoir d'achat revaloriser.

« Avons-nous sacrifié la jeunesse ? » C'est pour elle que nous avons assaini les comptes, refondé l'école, investi dans l'écologie et le numérique, renforcé les libertés. C'est pour elle que les bourses étudiantes ont été augmentées – un étudiant sur trois est aujourd'hui boursier –, pour elle que les indemnités de stage ont

été revalorisées, pour elle qu'ont été mis en place les emplois d'avenir, les contrats de génération, la Garantie jeunes et la caution solidaire pour le logement. Oui, c'est pour la jeunesse que nous agissons.

« Notre devoir c'est aussi de protéger les Français » :

- Dans ce moment de l'histoire, notre responsabilité est de rassembler les Français dans leur diversité d'origines, de croyances, d'opinions. Elle est de les protéger contre les provocations, les stigmatisations et les propagandes djihadistes. Et contre toute menace à l'égard de notre sécurité.
- Dès 2012, les effectifs et les moyens des forces de l'ordre et des services de renseignement ont été renforcés. L'état d'urgence, que j'ai décidé après les attentats de novembre et que le Parlement a prolongé, a permis de prévenir des actions criminelles et de désorganiser des réseaux qui les soutiennent, les arment ou les financent. Des mosquées, où l'on endoctrinait ont été fermées. Des dispositifs de prévention de la radicalisation et de soutien aux familles ont été mis en place. Ce combat sera long. Mais il ne sera gagné qu'en restant nous-mêmes et ensemble ».

Ce que nous construisons, c'est un nouveau compromis « dynamique et juste ». «Le compromis, ce n'est pas un entre deux, un médiocre point moyen, c'est tout l'inverse: c'est tenir son axe avec ténacité, suivre son cap avec solidité, convaincre avec sincérité ». «Avançons sans regrets, sans calculs, sans savoir comme le disait Jaurès, quelle récompense nous sera réservée. La récompense, elle ne sera pas dans l'histoire, elle sera dans l'avenir.»

ET AUSSI

BAISSES D'IMPOTS – « En fonction des marges et seulement en fonction des marges dont nous pourrons disposer, il conviendra de poursuivre cette politique de réforme, de justice et de baisse des prélèvements pour les Français les plus modestes » (PR, 03/05/16).

LOI TRAVAIL - Le projet de loi travail est « un texte de progrès, qui a trouvé plus que son équilibre, qui a trouvé justement le sens qui à un moment a pu lui manquer », « un compromis dynamique et juste comme tout ce que nous avons fait depuis 2012 ». Pour les entreprises, ce texte « va procurer lisibilité et adaptation. Elles en ont besoin et notamment pour embaucher ». « Pour les salariés, ils vont pouvoir disposer à travers leurs organisations syndicales d'une capacité accrue d'agir dans le cadre de la négociation collective ». « Pourquoi, au niveau de l'entreprise, il ne serait pas possible de définir ce que peut être l'intérêt même des travailleurs et de ceux qui ont la responsabilité de l'entreprise ?».

TAFTA - « A ce stade, la France dit non dans l'étape que nous connaissons des négociations commerciales internationales » sur le TAFTA, car « nous ne sommes pas pour le libre-échange sans règle ». « Nous avons posé des principes dans le cadre des négociations commerciales internationales. Je pense aux normes sanitaires, alimentaires, sociales, culturelles, environnementales ». « Jamais nous n'accepterons la mise en cause des principes essentiels pour notre agriculture, notre culture, pour la réciprocité pour l'accès aux marchés publics » (PR, 03/05/16).

Source Porte-parolat du Gouvernement – 3 mai 2016